



SOMMAIRE

	Pages
Projet de déclaration sur les droits et devoirs des Etats : rapport du Secrétaire général (A/1850) [suite]	25
Etude des méthodes et procédés employés par l'Assemblée générale pour traiter des questions juridiques et des questions de rédaction (A/1897 et A/1929)	27

Président : M. Manfred LACHS (Pologne).

Projet de déclaration sur les droits et devoirs des Etats : rapport du Secrétaire général (A/1850) [suite]

[Point 48*]

1. Le **PRESIDENT** invite les membres de la Commission à poursuivre la discussion du projet de résolution commun (A/C.6/L.172 et Corr.1) modifié par l'amendement de la France (A/C.6/L.173) que les auteurs du projet commun ont accepté.

2. M. **CHAUMONT** (France), répondant aux observations du représentant des Etats-Unis (255^e séance) sur la question de savoir s'il convient d'inviter de nouveau les Etats Membres à présenter leurs observations sur le projet de déclaration, déclare qu'il ne peut admettre la thèse selon laquelle l'amendement de la délégation française au projet de résolution commun est inutile, étant donné que les gouvernements qui n'ont pas encore répondu à l'invitation du Secrétaire général peuvent fort bien s'être abstenus pour des raisons d'ordre juridique et politique tout à fait valables. En outre, M. Chaumont a pensé que son amendement rendrait le projet de résolution commun plus facilement acceptable pour les délégations qui se sont prononcées en faveur du projet de résolution yougoslave (A/C.6/L.171).

3. M. **MOUSSA** (Egypte) précise que sa délégation ne pourra appuyer le projet de résolution commun que s'il est amendé dans le sens proposé par la délégation de l'Iran (255^e séance).

4. M. **VAN GLABBEKE** (Belgique) fait connaître que les auteurs du projet de résolution commun ne peuvent accepter l'amendement iranien, dont l'adoption risquerait de provoquer un ajournement inutile de la discussion sur le fond de la question ; en effet, aux termes de cet amendement, l'Assemblée générale ne pourrait procéder à cette discussion, même si à un moment donné la majorité des Etats Membres, sauf un, avaient répondu à l'invitation du Secrétaire général.

5. Le projet de résolution commun tend à ce qu'une

discussion sur le fond de la question puisse être ouverte aussitôt que l'Assemblée générale aura jugé suffisant le nombre des Etats qui auront communiqué leurs observations, sans qu'il s'agisse nécessairement d'une majorité. Chaque délégation aurait toute latitude pour demander l'inscription de la question à l'ordre du jour de l'Assemblée générale si elle estimait qu'un nombre suffisant d'Etats ont envoyé leurs réponses et M. van Glabbeke songe à des réponses ayant un caractère constructif. La discussion sur le point de savoir s'il est souhaitable d'ouvrir un nouveau débat sur le fond de la question ne peut avoir lieu que sur ces bases. M. van Glabbeke demande donc instamment au représentant de l'Iran et aux membres de la Commission qui se sont prononcés en faveur de la discussion immédiate de la question, mais qui semblent avoir admis qu'au cas où cette solution ne serait pas adoptée, la meilleure solution consisterait à prendre des mesures permettant d'éviter que soient perdus les fruits des travaux accomplis jusqu'ici, de revoir leur position à la lumière des observations que la délégation belge vient de présenter et en obéissant à leur désir de voir le problème résolu aussi vite que possible.

6. Selon M. van Glabbeke, on commettrait une erreur en retenant la suggestion du représentant de Cuba (255^e séance), c'est-à-dire en incorporant dans le projet de résolution commun une disposition prévoyant un nouvel examen de la question au cours de la prochaine session de l'Assemblée générale ; en effet, si à ce moment le nombre des réponses reçues reste insuffisant, on aurait une fois encore un débat de procédure, ce qui n'est pas souhaitable.

7. M. **COTÉ** (Canada) estime que les textes juridiques doivent être précis et c'est pourquoi il donne sa préférence à l'amendement iranien.

8. M. **MOUSSA** (Egypte), essayant de concilier les deux points de vue opposés, propose aux auteurs du projet de résolution commun, d'ajouter, après le membre de phrase : « jusqu'à ce qu'un nombre suffisant d'Etats aient communiqué leurs suggestions à son sujet », qui figure au premier paragraphe du dispositif du projet de résolution commun, un membre de phrase dont la teneur serait la suivante : « et, en tout cas, lorsque la majorité des Etats Membres auront communiqué leurs réponses ».

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

9. M. MAJID ABBAS (Irak) précise qu'il désire surtout que la question soit discutée et ne soit pas ajournée indéfiniment ; il votera donc pour l'amendement égyptien et, au cas où celui-ci serait rejeté, pour l'amendement iranien.

10. M. VAN GLABBEKE (Belgique) déclare que les auteurs du projet de résolution commun acceptent l'amendement égyptien.

11. M. SAVUT (Turquie) suggère de remplacer, dans le texte anglais du troisième considérant du projet de résolution commun, le mot *required* par le mot *requested*.

Cette proposition est acceptée.

12. M. MAKTOU (Etats-Unis d'Amérique) estime que le projet de résolution commun, sous sa forme actuelle, suffit à inciter les gouvernements à envoyer leurs observations et il exprime l'espoir que l'amendement de la France sera repoussé.

13. M. ABDOH (Iran) retire l'amendement présenté par sa délégation en faveur de l'amendement proposé par l'Egypte.

14. Après un bref échange de vues sur la forme qui doit être donnée à l'amendement égyptien, M. MOUSSA (Egypte) propose de suspendre la séance pendant quelques minutes afin de permettre aux auteurs du projet de résolution commun et à la délégation égyptienne de se consulter à ce sujet.

Il en est ainsi décidé.

La séance est suspendue à 16 h. 30 ; elle est reprise à 16 h. 40.

15. Le PRESIDENT propose à la Commission de se prononcer en premier lieu sur le premier paragraphe du dispositif du projet de résolution commun dont le texte amendé est le suivant :

« Décide de différer l'examen du projet de déclaration sur les droits et devoirs des Etats jusqu'à ce qu'un nombre suffisant d'Etats aient communiqué leurs observations et suggestions à son sujet et, en tout cas, d'entreprendre cet examen lorsque la majorité des Etats Membres auront communiqué leurs réponses. »

16. Répondant à une question de M. BARTOS (Yougoslavie) M. VAN GLABBEKE (Belgique) précise que les auteurs du projet de résolution commun interprètent ce paragraphe comme signifiant que, si la majorité des Etats font parvenir leurs réponses, le Secrétaire général se trouvera dans l'obligation d'inscrire l'examen du projet de déclaration à l'ordre du jour provisoire.

17. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que le sens du projet de résolution amendé ne lui paraît pas clair après les explications qui viennent d'être données, et usant du droit accordé aux membres de la Commission par le règlement intérieur, il demande qu'un texte écrit lui soit remis avant que la Commission ne procède au vote.

18. M. WYNES (Australie) propose de remplacer dans le premier paragraphe amendé du dispositif du projet de résolution les mots « leurs réponses » par les mots « de telles réponses ».

La proposition du représentant de l'Australie est adoptée.

19. Le PRESIDENT propose de suspendre la séance pour permettre au représentant de l'URSS de prendre connaissance du texte écrit du paragraphe en discussion.

La séance est suspendue à 16 h. 50 ; elle est reprise à 17 heures.

20. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution

commun soumis par la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas (A/C.6/L.172 et Corr.1), tel qu'il a été amendé par l'Egypte et la France et avec les modifications de rédaction demandées par l'Australie et la Turquie ; il annonce que la Commission procédera à quatre votes : le premier sur le préambule et le premier paragraphe du dispositif ; le deuxième, sur le deuxième paragraphe du dispositif, constitué par l'amendement de la France ; le troisième sur le dernier paragraphe du dispositif et, enfin, le quatrième, sur l'ensemble du projet de résolution amendé.

Par 40 voix contre 4, avec 8 abstentions, le préambule et le premier paragraphe du dispositif sont adoptés.

Par 34 voix contre zéro, avec 17 abstentions, le deuxième paragraphe du dispositif est adopté.

Par 48 voix contre zéro, avec 4 abstentions, le dernier paragraphe du dispositif est adopté.

Par 39 voix contre 4, avec 9 abstentions, l'ensemble du projet de résolution amendé est adopté.

21. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), expliquant son vote, précise que sa délégation était en faveur du projet de résolution de la RSS d'Ukraine (A/C.6/L.170) qui proposait de transmettre pour étude à la Commission du droit international les observations reçues jusqu'ici des Etats au sujet du projet de déclaration en même temps que les observations complémentaires qui pourraient être présentées dans l'avenir. Cette procédure aurait pu, si elle avait été adoptée, avoir pour résultat l'élaboration d'un projet de texte susceptible d'être étudié par l'Assemblée générale.

22. La délégation de l'Union soviétique a donc voté en faveur de la résolution qui a été adoptée, étant entendu qu'elle ne préjuge pas la procédure à suivre dans l'avenir pour l'examen de la question, si celle-ci est inscrite de nouveau à l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

23. M. KOVALENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) explique qu'il a voté pour la résolution avec la même réserve que celle que vient d'indiquer le représentant de l'URSS.

24. M. BERNSTEIN (Chili) a voté contre la résolution parce qu'il estime que la Commission aurait dû examiner la question quant au fond au lieu de se borner à une discussion inutile sur la procédure. Etant donné le rejet de la proposition tendant à commencer immédiatement la discussion, il ne voit pas pourquoi il voterait pour une proposition dilatoire qu'il désapprouve.

25. M. TOVAR CHAVES (Colombie) s'est abstenu parce que le projet de déclaration, qui est un document juridique soigneusement préparé, ne porte cependant que sur les droits et devoirs principaux des Etats et qu'il en omet d'autres, notamment le droit d'asile. Sa délégation aurait préféré que le débat soit différé jusqu'à ce que d'autres organismes techniques aient pu communiquer leurs idées ce qui aurait permis de faire de la déclaration un document complet inspiré par la largeur de vues nécessaire.

26. M. CASTANEDA (Mexique) explique que sa délégation, ayant voté à la séance précédente pour un débat immédiat, a dû logiquement voter contre la résolution actuelle. Il a voté pour l'amendement français et il aurait pu approuver certaines parties de la résolution, mais il ne pouvait accepter celle-ci dans son ensemble.

27. M. BARTOS (Yougoslavie) bien qu'il approuve certaines parties de la résolution, n'estime pas que l'ensemble de ce texte offre quelque utilité ; en effet, sa délégation est convaincue qu'il fallait ouvrir un débat immédiat sur la question.

Etude des méthodes et procédés employés par l'Assemblée générale pour traiter des questions juridiques et des questions de rédaction (A/1897 et A/1929)

[Point 63*]

28. Le **PRESIDENT** invite la Commission à examiner le deuxième point inscrit à son ordre du jour, qui concerne l'étude des méthodes et procédés employés par l'Assemblée générale pour traiter des questions juridiques et des questions de rédaction.

29. **M. HEALD** (Royaume-Uni) espère que la Commission manifestera de l'intérêt pour ce problème. Il est nécessaire et urgent de perfectionner les méthodes et les procédés employés à l'heure actuelle par l'Assemblée générale pour traiter des questions juridiques et de faire en sorte qu'il soit dûment tenu compte des considérations d'ordre juridique lorsque l'Assemblée adopte des décisions ou des recommandations relatives aux questions internationales.

30. Bien que ce point de l'ordre du jour ait un caractère essentiellement juridique, les remarques de **M. Heald** s'adressent à une audience plus large, c'est-à-dire aux commissions non juridiques ; à la Sixième Commission, en effet, il prêche des convertis.

31. Au cours de ces dernières années, de nombreux représentants se sont inquiétés de la façon dont l'Assemblée générale considère les questions juridiques et des méthodes qu'elle applique dans ce domaine. Il est évidemment fâcheux que des questions qui sont, pour moitié au moins, de caractère juridique, soient non seulement renvoyées à une commission non juridique, mais encore que la commission saisie les examine et prenne une décision à leur égard sans que la Sixième Commission, qui est la commission juridique de l'Assemblée, soit consultée en aucune façon ; il est fâcheux que les demandes d'avis consultatifs à la Cour internationale de Justice soient formulées et rédigées par des commissions non juridiques, dans des termes parfois si défectueux que la Cour est obligée de mettre au point ou d'interpréter le libellé de la question dont elle est saisie, avant de pouvoir y répondre ; et il est fâcheux que des questions puissent être renvoyées directement à la Commission du droit international sur la recommandation d'une des commissions non juridiques de l'Assemblée générale, sans que la Sixième Commission ait seulement examiné si cette décision se justifie du point de vue juridique, et dans quels termes elle est rédigée.

32. En soulevant cette question, la délégation du Royaume-Uni n'a pas agi parce que son amour-propre ou celui de la Sixième Commission était blessé, ou par désir de rechercher pour la Commission, dont le programme est déjà chargé, des travaux supplémentaires. Ce n'est pas seulement la Sixième Commission, c'est l'Assemblée générale et l'Organisation des Nations Unies tout entière qui souffrent de la situation actuelle. La délégation du Royaume-Uni ne désire pas non plus proposer que l'on attache plus d'importance que de raison aux considérations d'ordre juridique, ni faire pression pour que l'on fasse des questions politiques des questions juridiques.

33. La délégation du Royaume-Uni reconnaît que l'Organisation des Nations Unies est une institution politique dans laquelle les considérations politiques doivent l'em-

porter. Mais l'Organisation doit s'occuper également de questions juridiques, qui ne doivent être ni négligées, ni traitées d'une façon défectueuse. La Charte elle-même est un instrument juridique qui demande une interprétation juridique. Le règne du droit, dont dépend le maintien de la paix, ne peut être assuré que si l'organisation principalement chargée de le maintenir, l'Organisation des Nations Unies, est pleinement en mesure de traiter des questions juridiques. En outre, une institution qui traite des problèmes juridiques d'une manière objective et méthodique est généralement une institution dans laquelle les règles du droit sont respectées, tant par l'institution elle-même que par ses Membres ; au contraire, une organisation qui traiterait à la légère des questions juridiques, pour innocentes que soient ses intentions, aurait tendance à subordonner les règles du droit à des considérations d'opportunité et de commodité. Si l'on s'attachait uniquement aux aspects politiques d'une question, au détriment de ses aspects juridiques, la manière dont cette question serait traitée et le plan sur lequel elle le serait auraient pour effet de créer une tension psychologique et émotive aussi grande que possible. Un tel manque d'objectivité nuit forcément, à la longue, aux travaux des Nations Unies. En outre, le fait de négliger les aspects juridiques d'une question signifie, étant donné que ces aspects occupent une place essentielle dans cette question, que la solution adoptée risque d'être incomplète ou erronée et cela peut jeter le discrédit sur le droit lui-même. Enfin, la Charte insiste particulièrement sur le droit et sur le règne du droit, comme en témoignent le troisième paragraphe du Préambule, le paragraphe premier de l'Article Premier et l'Article 13. Elle a donné à la Cour internationale de Justice une position bien plus forte que celle de l'ancienne Cour Permanente de Justice internationale de la Société des Nations. Etant donné les dispositions de la Charte dont a parlé l'orateur, il serait difficile de soutenir que l'Assemblée générale s'acquitte comme il convient de ses fonctions si elle ne prend pas des dispositions satisfaisantes et n'élabore pas les méthodes appropriées en vue de traiter les questions juridiques et enfin si elle n'applique pas ces méthodes comme il se doit. En pratique elle ne le fait pas.

34. La question qui se pose tout d'abord est celle de la répartition des points de l'ordre du jour entre les Commissions. On constate l'existence d'une forte tendance à renvoyer à une des commissions non juridiques une question comportant un élément non juridique, même si elle est de caractère essentiellement juridique. Cette pratique apparaît comme nettement mauvaise en principe, et a pour conséquence que la question, ou la méthode suivie pour son examen, sont complètement déformées.

35. Lorsqu'il s'agit d'une question où les aspects juridiques et non juridiques s'équilibrent, il n'y a aucune raison particulière pour la renvoyer en entier à une commission non juridique, ce qui est la pratique courante, plutôt qu'à la Sixième Commission. Il arrive fréquemment que même des aspects juridiques d'une telle question ne soient pas soumis à la Sixième Commission. Pour donner un exemple, le représentant du Royaume-Uni cite la question de la représentation des Etats Membres à l'Organisation des Nations Unies (point 61 de l'ordre du jour de la cinquième session), proposée par Cuba, et pour laquelle la Sixième Commission n'a été consultée à aucun stade de la discussion. La résolution finale [396 (V)] relative à cette question était rédigée en termes si généraux qu'elle en perdait toute signification ou que chacun pouvait l'interpréter à sa guise. On peut tout au moins penser qu'un examen impartial, par une commission juridique, des éléments juridiques de la question aurait pu, dans ce cas, conduire

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

à un résultat plus constructif ; la procédure suivie était mauvaise dans son principe. La délégation du Royaume-Uni croit que pour les questions de caractère mixte, il devrait y avoir une règle selon laquelle les aspects juridiques pourraient tout d'abord être dissociés des autres aspects et renvoyés à la Sixième Commission. Lorsque les aspects juridiques et non juridiques auraient été examinés séparément par les commissions qualifiées, la résolution finale serait élaborée au cours de séances mixtes des deux commissions.

36. Une troisième éventualité est celle d'une question qui est indiscutablement de caractère essentiellement politique, économique ou social, mais qui comporte des éléments juridiques à propos desquels des questions de droit se sont posées au cours des débats. Une telle question doit être évidemment renvoyée à une commission politique, économique ou sociale, et les éléments juridiques devraient non moins évidemment être renvoyés pour examen et avis à la Sixième Commission ou à une sous-commission juridique spéciale, créée à cet effet. Il devrait y avoir une règle précise pour cela. Cependant, la décision sur ce point est généralement laissée à l'entière discrétion de la commission intéressée qui s'abstient très souvent de renvoyer la question à un organe juridique. On en trouve un exemple dans le projet de pacte relatif aux droits de l'homme, à propos duquel ni la Sixième Commission, ni aucune autre commission juridique, n'ont été consultées. Il semble que dans de tels cas l'Assemblée refuse délibérément d'utiliser les facilités dont elle dispose.

37. Un autre exemple que l'on puisse citer est celui des propositions tendant au renvoi de questions à la Commission du droit international. Etant donné que cette commission est un organe purement juridique qui n'est en mesure d'examiner que des questions juridiques ou bien les seuls aspects juridiques d'une question, il est mauvais en principe que des questions lui soient renvoyées directement sur la recommandation d'une commission non juridique, comme cela s'est produit une fois, sans qu'une commission juridique ait au moins examiné les termes dans lesquels la question devrait être soumise à la Commission du droit international. Certes, les commissions politiques ou autres de l'Assemblée doivent être en mesure de proposer, de leur propre chef, le renvoi à la Commission du droit international, mais il ne faut pas que ces propositions soient adoptées sans être soumises à la Sixième Commission à un moment quelconque, de manière que celle-ci puisse rechercher dans quelle mesure la question relève de la Commission du droit international et de manière aussi qu'elle donne son avis sur la façon dont le renvoi à cette commission doit être formulé et rédigé.

38. En plus de la question de la répartition des points de l'ordre du jour entre les Commissions et du cas particulier de la Commission du droit international se pose la question des méthodes et procédés employés par l'Assemblée pour traiter des questions de rédaction.

39. Ce que l'orateur dit au sujet de la Commission du droit international est plus vrai encore des demandes d'avis consultatifs adressées à la Cour internationale de Justice. Etant donné que la Cour est un organe judiciaire qui ne peut répondre qu'à des questions juridiques formulées avec exactitude du point de vue juridique, toute demande d'avis consultatif présentée à la Cour, même lorsqu'elle est présentée sur l'initiative de l'une des commissions non juridiques, devrait normalement, semble-t-il, être communiquée à la Sixième Commission pour que celle-ci émette un avis sur la manière dont la question doit être formulée et pour qu'elle la rédige. Telle n'est pas, toutefois, la pratique suivie. La Sixième Commission ne

formule que les questions qu'elle propose elle-même de poser à la Cour. Cette manière de procéder ne constitue pas seulement une erreur de principe, elle risque aussi de nuire aux travaux de l'Assemblée. Il est essentiel que les questions posées à la Cour soient formulées de manière à énoncer les points de droit avec exactitude et à assurer que les réponses éclairciront ces points et non pas d'autres, tâche que seuls des juristes qualifiés sont en mesure d'accomplir. Si une question est formulée et rédigée par la Commission politique ou par une autre commission non juridique qui s'occupe du fond de la question, elle sera inévitablement traitée comme un problème politique. Des membres de la Commission s'efforceront de la formuler dans les termes qui permettent le mieux d'obtenir une réponse conforme à leur manière de voir. Des questions formulées de façon aussi tendancieuse perdent toute valeur.

40. De fait, la Cour a dû dans un certain nombre de cas mettre au point ou interpréter le libellé des questions avant de pouvoir y répondre. Cela s'est produit dans l'affaire des traités de Paix¹, dans l'affaire du Sud-Ouest africain² et dans les affaires relatives à l'admission de nouveaux membres³. Certes on peut normalement s'attendre que la Cour perçoive assez exactement l'intention véritable ou le sens de la question et qu'elle y réponde en en tenant compte, mais il ne faudrait évidemment pas que la Cour dût, pour ainsi dire, revoir le libellé de la question ou la formuler différemment. Il y a de plus grandes chances pour que les questions soient formulées avec exactitude et objectivité si leur rédaction définitive est le fait de la Sixième Commission, qui est une commission juridique située en dehors de l'arène politique, que si elle est le fait de la commission non juridique intéressée. La réponse de la Cour à la question (c'est-à-dire son avis consultatif) doit aussi naturellement être examinée par la Sixième Commission ainsi que par la commission non juridique qui l'a demandée. En fait cela ne se produit jamais, sauf dans le cas où la demande présentée à la Cour émane de la Sixième Commission elle-même.

41. Il y a, en dehors des demandes d'avis consultatif présentées à la Cour, d'autres instruments établis par l'Assemblée et pour la rédaction desquels la procédure peut être améliorée. La rédaction du règlement intérieur de l'Assemblée ou de ses amendements doit être l'œuvre de la Sixième Commission. Et pourtant il arrive qu'une commission non juridique présente des propositions pour l'amendement de ce règlement, et que ces propositions soient adressées directement à l'Assemblée et adoptées sans être aucunement soumises à la Sixième Commission. Trois autres catégories d'instruments que l'Assemblée doit établir devraient ou bien être rédigés par un organe composé d'experts juridiques, ou bien être soumis à un organe de cette nature ; ce sont les règlements et règles de diverses natures autres que le règlement intérieur telles que les règles concernant le personnel et les questions financières ; le mandat, les fonctions et les pouvoirs des commissions d'enquêtes ou autres, organes ou tribunaux que l'Assemblée peut créer à des fins particulières ; et enfin les conventions, déclarations, accords ou autres instruments internationaux similaires établis sous les auspices de l'Assemblée et dont l'Assemblée elle-même doit rédiger le texte. Bien que le fond de nombreux instru-

¹ Voir *Interprétation des traités de paix, Avis consultatif* : C.I.J. Recueil 1950, p. 65.

² Voir *Statut international du Sud-Ouest africain, Avis consultatif* : C.I.J., Recueil 1950, p. 128.

³ Voir *Admission d'un Etat aux Nations Unies (Charte, Art. 4), Avis consultatif* : C.I.J., Recueil 1948, p. 57.

ments de cette dernière catégorie puisse ne pas avoir de caractère juridique, presque tous comportent des éléments juridiques et de toute manière leur rédaction définitive au moins, doit être considérée comme une question juridique et confiée à la Sixième Commission ou à quelque comité juridique.

42. Ce n'est pas tellement que les méthodes suivies jusqu'à présent aient eu nécessairement de mauvais résultats mais elles en auront tôt ou tard.

43. Le représentant du Royaume-Uni cite les résolutions suivantes adoptées lors de la dernière session de l'Assemblée comme exemples de problèmes de rédaction : résolutions 377 (V), 388 (V), 390 (V), 415 (V), 428 (V), 429 (V), 454 (V), 456 (V), et 470 (V).

44. Il est difficile de comprendre pourquoi l'Assemblée a adopté une telle attitude à l'égard de questions juridiques. Non seulement le règlement intérieur mais la coutume et l'opinion courante empêchent que les questions financières ou budgétaires par exemple soient traitées par des commissions non financières agissant absolument seules ou que ces commissions soient habilitées à présenter directement des propositions que l'Assemblée adopterait sans qu'elles soient en aucune façon soumises à la Cinquième Commission. Les propositions entraînant des dépenses doivent être examinées à un moment quelconque, par la Cinquième Commission du seul point de vue financier et budgétaire. Le fait de ne pas réserver à la Sixième Commission dans son propre domaine, le même traitement qu'à la Cinquième Commission a indirectement de très fâcheuses conséquences. Si la Sixième Commission n'est pas consultée comme il convient et si d'importantes questions juridiques sont normalement traitées par des commissions non juridiques, les délégations se verront de plus en plus contraintes de retirer leurs principaux juristes et conseillers juridiques de la Sixième Commission et de

les faire siéger dans d'autres commissions en qualité de représentants ou de conseillers. Il serait, dans ce cas, difficile pour un grand nombre de délégations d'être convenablement représentées à la Sixième Commission et celle-ci éprouverait des difficultés à mener à bien sa tâche. Cette tendance se manifeste d'ores et déjà.

45. Le représentant du Royaume-Uni indique que les problèmes qu'il a exposés font l'objet du projet de résolution I (A/C.6/L.175), présenté à la Commission par sa délégation. Ce projet de résolution ne concerne que les questions qui sont surtout non juridiques ou aussi bien juridiques que non juridiques étant donné que la délégation du Royaume-Uni estime que l'on peut faire confiance à l'Assemblée pour les questions de caractère principalement juridique. D'autre part, étant donné qu'un examen plus approfondi sera probablement nécessaire avant qu'il ne soit possible de fixer la procédure appropriée pour certaines questions de rédaction concernant par exemple les fonctions et les pouvoirs des commissions d'enquêtes ou autres organes créés par l'Assemblée, le projet de résolution ne contient qu'une déclaration de principe sur les questions de rédaction et l'alinéa b du paragraphe 4 de la partie B propose de laisser au comité juridique mentionné dans le projet de résolution le soin de réexaminer la question et de présenter des propositions à ce sujet. Enfin, la dernière partie du projet de résolution contient des propositions tendant à assurer que les questions sur lesquelles porte la résolution seront soumises chaque année à la Sixième Commission et qu'ainsi elles ne seront pas perdues de vue.

46. L'exposé de la délégation du Royaume-Uni sur le projet de résolution II (A/C.6/L.176) sera fait lors de la prochaine séance.

La séance est levée à 18 heures.